

11/09/2003

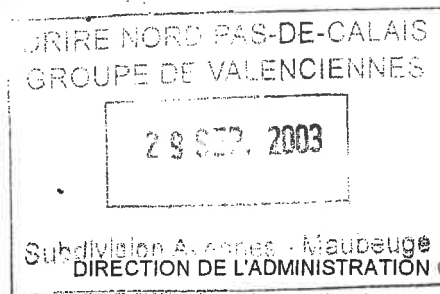
UAC

VS

✓



PRÉFECTURE DU NORD



Réf. D.A.G.E./3 - CHL

Arrêté préfectoral imposant à la S.A.R.L. RECYCLAGE DES VALLEES des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HAUTMONT et LOUVROIL



Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 1999 autorisant la S.A.R.L. RECYCLAGE DES VALLEES - siège social : Lieu-dit " Sous-le-Mont " Z.I. - BP 136 59330 HAUTMONT - à exploiter ses activités à HAUTMONT et LOUVROIL ;

VU les demandes présentées par la S.A.R.L. RECYCLAGE DES VALLEES en vue de :

- recevoir des déchets conventionnels provenant d'installations nucléaires de base au titre de la rubrique 2799 de la nomenclature des installations classées,
- d'installer une aire de stockage et de distribution de gas-oil pour les véhicules routiers et de fioul pour les engins à moteur,
- d'assouplir les horaires de réception des poids-lourds sur le centre suite à la généralisation des collectes en deux postes sur l'arrondissement ;

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 15 juillet 2003 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n°A.99-57 ChL/DC du 1^{er} juin 1999 autorisant la S.A.R.L. RECYCLAGE DES VALLEES à poursuivre l'exploitation et à procéder à l'extension du centre de transfert, de regroupement, de tri et de valorisation de déchets ménagers et déchets industriels banals sis à Hautmont et Louvroil est modifié comme suit.

Article 2 : Le tableau des installations classées repris à l'article 1.1.- *Activités autorisées* est remplacé par :

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique De la nomenclature des Installations classées	Libellé en clair de l'installation Nature et volume des activités	AS A D Ou NC
98 bis C	<p>Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de)</p> <p>C. installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers, la quantité entreposée étant supérieure à 150 m3</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Stockage, déchiquetage, tri de pneumatiques usagés : <ul style="list-style-type: none"> - pneus avant déchiquetage : 40 t soit 300 m3 - pneus déchiquetés : 70 t soit 100 m3 • Balles de plastiques : 130t soit 600 m3 • Vrac films plastiques : 5t soit 100 m3 (en attente d'emballage) • Vrac plastiques durs : 20t soit 200 m3 (stockés avec balles plastiques) <p style="text-align: center;">TOTAL maximal 265t soit 1 300 M3</p>	D
128	<p>Dépôt ou atelier de triage de chiffons usagés ou souillés</p> <p>La quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t</p>	<p>Tri et stockage de chiffons usagés ou souillés</p> <p>La quantité maximale présente est de 100t</p>	A

M
OK

167 a)	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) a) stations de transit	Transit et tri de déchets industriels pouvant provenir d'installations classées Quantité maximale reçue : 40 000 t/an	A
322-A)	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains A) stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	<ul style="list-style-type: none"> • Ordures ménagères (OM) en transit, y compris fraction non valorisable des OM collectées sélectivement, maxi : 70 000 tonnes /an • Tri de la fraction valorisable des OM (hors déchets verts et hors fermentescibles organiques) et d'encombrants en mélange, maxi : 30 000 tonnes/an • Stockage en transit de déchets alimentaires en une cuve de 30 m3 réfrigérée 	A
329	Dépôts de papiers usés ou souillés La quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t	Dépôts de papiers usés Quantité maximale stockée : 500 t	A
1432 – 2-b)	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b) représentant une capacité totale équivalente supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3	Cuve de fioul aérienne de volume 5 m3 Deux cuves double paroi enterrées de 100 m3 chacune Capacité totale équivalente : 41 m3	D
1434-1.b)	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables 1)installations de remplissage ou de distribution des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la	1 poste de distribution de fioul pour chariots Débit : 2,5 m3/h Débit équivalent : 0,5 m3/h 6 postes de distribution de gas oil pour les véhicules routiers et de fioul pour les engins Débit équivalent 6 m3/h	D

2

2

	catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m3/h, mais inférieur à 20 m3/h	Débit total équivalent : 6,5 m3/h	
1530- 2)	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues La quantité stockée étant supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3	<ul style="list-style-type: none"> • Palettes : 110 t soit 1 000 m3 • Déchets de bois avant et après broyage : 170t- 1 500 m3 • DIB en attente de tri vrac : 225t soit 1 500 m3 • Encombrants en attente de tri : 125t soit 500 m3 • Fraction valorisable OM en attente de tri : 50t - 500 m3 • Papier carton en vrac : 60t soit 500 m3 (en attente de mise en balle) • Balles de papier carton : 2 000t soit 4 500 m3 TOTAL 2 740 t soit 10 000 M3	D
2170- 2)	Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques 2) lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 1 t/j et inférieure à 10 t/j	Compostage de déchets verts (tontes de pelouse, produits d'égavage, etc...) Quantité maximale produite inférieure à 10 t/j	D
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m3	Stockage du produit fini de la plate- forme de compostage et stockage de crottin de cheval, paille, fruits et légumes, etc ... pour complément à la plate-forme 3 500 m3 soit 2 400 t	D
2260- 1)	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels La puissance installée	Broyage, criblage, ensilage de bois, papier, carton, déchets verts (résidus de tonte et d'égavage, ...) 2 broyeurs mobiles La puissance installée des machines est de 250 kW	A

9
D?
//
0

	de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1) supérieure à 200 kW		
2515-1)	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1) supérieure à 200 kW</p>	<p>Broyage, criblage de gravats de démolition</p> <p>La puissance installée des machines est de 250 kW</p>	A
2661-2)-a)	<p>Emploi ou réemploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques</p> <p>2) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 20 t/j</p>	<p>Broyage de caoutchouc et plastique dur à l'aide d'un broyeur mobile</p> <p>Quantité maximale traitée : 120 t/j</p>	A
2662-1)-a)	<p>Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques</p> <p>1) Polyoléfines (polyéthylène, polypropylène et copolymères associés), polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchouc et élastomères (à l'exclusion des caoutchouc et élastomères halogénés ou azotés), le volume étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 1 000 m3</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pneus avant déchetage : 300 m3 • Pneus déchetés : 100 m3 • Balles plastiques (PET, PE) : 450 m3 • Vrac films plastiques (PE) : 100 m3 • Vrac plastique dur (PET, PE) : 160 m3 <p>TOTAL maximal stocké : 1 100 m3</p>	A

2662-2-b)	<p>Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques</p> <p>2) Autres plastiques, polymères, caoutchouc, élastomères, etc, le volume étant supérieur ou égal à 20 m³, mais inférieur à 200 m³</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Balles plastiques (PVC) : 150 m³ • Vrac plastique dur (PVC) : 40 m³ <p>TOTAL maximal stocké : 190 m³</p>	D
2799	<p>Déchets provenant d'installations nucléaires de base (installations d'élimination, à l'exception des installations mentionnées aux rubriques 322, 1711 et 1720 et des installations nucléaires de base)</p>	Déchets conventionnels compris dans les catégories reprises dans les autres rubriques et à l'article 2.6.5 du présent arrêté	A
2710-2)	<p>Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public :</p> <ul style="list-style-type: none"> - " Monstres " (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre, - Bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres, - Déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc...) usés ou non, <p>2) la superficie de l'installation étant supérieure à 100 m², mais inférieure ou égale à 2 500 m².</p>	<p>Déchetterie ouverte au public, commerces, industries, administrations, entreprises</p> <p>Superficie inférieure à 2 500 m²</p>	D

OK

rien plus

2920-2)	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, 1) comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, 2) dans tous les autres cas la puissance absorbée étant b) supérieure à 50 kW	<ul style="list-style-type: none"> installation de compression d'air, la puissance absorbée étant de : 20 kW Groupe froid pour la cuve de stockage de déchets alimentaires : 20 kW Total : 40 kW	NC
---------	---	--	----

Article 3 : Le troisième tiret de L'article 2.6.9.- est complété pour devenir " - Un portique de détection de la radioactivité , une bascule et une aire de lavage des véhicules, ".

Article 4 : est ajouté l'article 2.7.11.- suivant :

2.7.11.- : Détection et refus d'un chargement radioactif

2.7.11.1.- Portique de réception

Un portique de réception de la radioactivité sera installé à l'entrée du site de façon à ce que tout chargement de déchets entrant fasse l'objet d'un contrôle pour s'assurer de l'absence de radioactivité anormalement émergente par rapport au bruit de fond observé sur le périmètre du site.

Le seuil d'alarme du portique sera normalement réglé au maximum au double du bruit mesuré sur le site. L'exploitant conservera néanmoins la possibilité de pouvoir rehausser le réglage du seuil d'alarme, une note justificative sera établie et adressée à l'inspection des installations classées. Cette note sera par ailleurs tenue sur le site à disposition de l'inspection des installations classées.

2.7.11.2.- Refus d'un chargement

En cas de radioactivité détectée sur un convoi de déchets par le portique, l'exploitant doit :

- transférer le chargement dans un lieu sûr, éloigné du personnel, à l'abri de la pluie et du vent susceptible de propager une contamination éventuelle et mettre en place un périmètre de sécurité autour du chargement pour interdire la présence de personnes dans la zone où la radioactivité mesurée serait supérieure à $1\mu\text{Sv/h}$; cet emplacement d'isolement du chargement sera réservé et repéré sur le site et sur un plan communiqué à l'inspection des installations classées ;
- procéder à des investigations complémentaires à l'aide d'appareils portatifs pour mesurer la radioactivité et pour identifier si la radioactivité détectée par le portique résulte d'une source ponctuelle de radioactivité dans le chargement ou si la radioactivité est uniformément répartie dans les déchets.

Les renseignements concernant chaque chargement ayant déclenché l'alarme du portique de détection (date, heure, n° immatriculation du véhicule, producteur, transporteur, nature et quantité du déchets) seront reportés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées avec la mention de la valeur mesurée de la radioactivité.

Dans le cas où la mesure conclut à la radioactivité du chargement, l'exploitant doit :

- alerter les services d'incendie et de secours pour demander l'intervention de la cellule mobile d'intervention radiologique ;
- alerter l'Office de Protection Contre les Rayonnements Ionisants (OPRI) – BP 35 6 78116 Le Vésinet cedex – 01.30.15.52.00 du Ministère de la Santé chargé d'évaluer l'impact radiologique de l'incident sur les travailleurs, le public et l'environnement ;
- informer l'inspection des installations classées de la détection d'un chargement de déchets radioactif ;
- contacter l'Agence Nationale de gestion de Déchets Radioactifs (ANDRA) – 1/7 rue Jean Monet – Parc de la Croix Blanche – 92298 Châtenay Malabry Cedex – 01.46.11.80.00- et le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) pour gérer l'enlèvement du déchet et définir sa destination qui sera fonction de ses caractéristiques.

Un compte-rendu de l'incident radiologique est rédigé et communiqué à l'inspection des installations classées.

2.7.11.3.- Consignes

L'exploitant est tenu d'établir des consignes précisant :

- l'exploitation des appareils de détection et de métrologie de la radioactivité ;
- la conduite à tenir en cas de dépassement du seuil d'alarme du portique de contrôle de la radioactivité ;
- les essais et la maintenance préventive à réaliser pour garantir en permanence le bon fonctionnement des matériels de détection et de métrologie de la radioactivité.

Parallèlement, et pour la bonne application de ces consignes, l'exploitant formera les personnels susceptibles d'intervenir. Cette formation devra porter sur les notions générales de radioactivité et de radioprotection, sur la conduite à tenir en cas de détection de la radioactivité et sur la métrologie de la radioactivité.

Article 5 : est ajouté l'article 2.7.12.- suivant :

2.7.12.- Prescriptions particulières applicables à l'aire de stockage et de distribution de liquides inflammables.

Les prescriptions des arrêtés-type 1432 et 1434 sont applicables.

Article 6 : Le dernier alinéa de l'article 2.7.2. ("Les heures de réception : l'accueil et le départ des poids lourds sera limité entre 5 heures et 21 heures du lundi au samedi ") est supprimé.

ARTICLE 7-

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 8-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet d' Avesnes sur Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Madame le maire de LOUVROIL, monsieur le maire d'HAUTMONT,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé aux mairies d'HAUTMONT et LOUVROIL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché aux mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le **11 SEP. 2003**

Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Pour ampliation,
P/Le chef de bureau délégué,



